

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 23 (1973)
Heft: 4

Buchbesprechung: L'industrialisation en Europe au XIXe siècle. Cartographie et typologie. Lyon 7-10 octobre 1970 [publ. p. Pierre Léon et al.]
Autor: Jequier, François

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

nach ihrer Meinung hinderte die weltliche Macht des Papstes die Ausübung seiner geistlichen Sendung. Als Neo-Gallikaner wünschten sie die Zusammenarbeit zwischen Kirche und säkularisierter Gesellschaft, zum Beispiel durch ein Konkordat. Die «*catholiques tout courts*» (S. 743) dagegen vertraten einen gegenrevolutionären Traditionalismus; ihr Führer, Mgr. Pie, «entwickelte ... einen politischen Supranaturalismus, der auf der Königsherrschaft Jesu Christi über diese Welt und der Verherrlichung des Papst-Königs basiert». Während des fünfzehnjährigen Pontifikates von Gregor XVI. breitete sich die ultramontane Bewegung weiter aus, kräftig von Rom aus unterstützt. In diesem Zusammenhang erscheint in der Darstellung Auberts auch der Begriff «Exzesse des Neo-Ultramontanismus» (S. 770). Katholische Gelehrte in Deutschland sahen sich zur Opposition herausgefordert, wobei die Führung bekanntlich Döllinger in München übernahm. Für Kapitel 43 über das Vatikanische Konzil konnte Aubert auf sein 1964 erschienenenes Buch «*Vatican I*», in deutscher Übersetzung 1965 als Band XII in der Reihe «Geschichte der ökumenischen Konzilien» veröffentlicht, zurückgreifen. Da die Vorgänge während dieses Konzils allgemein bekannt sind, verzichte ich auf eine Zusammenfassung. Der Verfasser formuliert am Schluss dieses Kapitels: «Die Agitation hielt noch einige Zeit an, und es kam bedauerlicherweise zu Glaubenabfällen (was soll das heissen? Rezensent) vor allem in den deutschsprachigen Ländern, in denen sich um einige Universitätsprofessoren, die sich auf Döllinger beriefen, das sogenannte «*altkatholische*» Schisma bildete. Unter den Bischöfen der Minorität zögerten einige, darunter Hefele und Strossmayer, mehrere Monate, aber schliesslich verweigerte keiner von ihnen dem neuen Dogma seine Zustimmung.»

Unter den Autoren dieses Bandes hat Aubert in Louvain die Hauptarbeit geleistet, während Beckmann die Kapitel über die Missionen, Corish in Kapitel 30 den Teil über Grossbritannien und Irland übernahm; Lill, Köln, Rom, ist zuständig für die Länder des deutschen Bundes und die Schweiz. Dem Benützer dieses Handbuches stehen auch im vorliegenden Band zahlreiche Literaturangaben und ein umfassendes Register zur Verfügung.

Zürich

Rudolf Pfister

L'industrialisation en Europe au XIX^e siècle. Cartographie et typologie. Lyon 7-10 octobre 1970, publié sous la direction de PIERRE LÉON, FRANÇOIS CROUZET et RICHARD GASCON. Paris, Editions du Centre national de la Recherche scientifique, 1972. Gd in-8°, 619 p., cartes (Colloques internationaux du Centre national de la Recherche scientifique: Sciences humaines).

Ce colloque international organisé à Lyon, sous la présidence de M. Fernand Braudel, a donné naissance, grâce au C.N.R.S., à un important

ouvrage qui s'impose par le nombre et la qualité des communications, la richesse de l'iconographie et des références, et le soin apporté à sa présentation. De cette rencontre des autorités européennes de l'histoire économique émane un essai de synthèse des connaissances actuelles, des régions plutôt que des nations, basé sur une « méthode à la fois comparative et différentielle, qui consiste à voir comment ce phénomène (de l'industrialisation) a pu se réaliser suivant des processus nettement différenciés et à en rechercher les causes » (p. 8). En établissant une typologie et une cartographie de l'industrialisation, les congressistes ont cherché à définir des modes de représentation généraux de ce phénomène, dans ses principaux aspects, en dégagant un langage commun de toutes les particularités régionales. Les objectifs du colloque consistaient à répondre aux questions suivantes (p. 12):

- Quels sont les types essentiels d'industrialisation ?
- Quelle est, à l'intérieur d'un cadre national, l'originalité de chacun d'eux ?
- Quels sont les éléments naturels, économiques, bancaires, démographiques, qui ont contribué à modeler, dans chaque pays considéré, le processus d'industrialisation, dans ses réalisations intrinsèques et dans son profil particulier ?

Renonçant à tirer les lignes générales d'un ouvrage aussi riche où chaque communication apporte des éléments nouveaux, souvent originaux, il semble préférable d'en présenter brièvement le contenu détaillé pour indiquer au lecteur toutes ces mines de renseignements qui en font un véritable instrument de travail. Ces trente deux communications ont été regroupées, selon l'ordre chronologique (six d'entre elles touchant des périodes antérieures au XIX^e siècle et formant une excellente introduction) et selon les pays et les régions étudiées.

Le regretté R. P. François de Dainville et M. Yves Lequin (*Les bases d'une cartographie industrielle de l'Europe au XIX^e siècle*) présentent l'un la genèse de la cartographie économique qui doit tant à Charles Minard, l'autre la représentation graphique mise au point par D. Ronald Mac Gregor. De nombreux graphiques et plusieurs cartes en couleur donnent une forme spatiale aux différentes typologies envisagées. L'exemple français domine. La valeur de ces documents vient du fait qu'ils ont été établis sur la base de dossiers détruits depuis. La carte s'impose comme un complément indispensable à la courbe et traduit par là l'infinie variété et l'extrême diversité du phénomène d'industrialisation.

Le professeur Hermann Kellenbenz, de l'Université de Cologne (*Les Industries dans l'Europe moderne 1500-1750*), retrace les origines de l'industrialisation en se plaçant dans une perspective très large. Recensant les principales publications nationales, ce magistral exposé donne une esquisse générale de la marche des secteurs métallurgiques et textiles. En analysant les divers types d'organisation (corporations, Verlagsystem, manufacture...), le progrès technologique, les frais d'exploitation et de financement, le rôle du gouvernement, la place de l'entreprise privée, la situation de la main-d'œuvre

et les différents facteurs de la production, du marché et de la conjoncture, l'auteur introduit brièvement la complexité des problèmes de l'industrialisation contemporaine.

Le professeur Carlo Poni, de l'Université de Bologne (*Archéologie de la Fabrique: la diffusion des moulins à soie «alla bolognese» dans les Etats Vénitiens du XVI^e au XVIII^e siècles*), apporte de précieux renseignements sur cette activité de pointe qui engendra en partie la grande industrialisation. De nombreux tableaux, cartes et graphiques étayent cette minutieuse recherche qui amène tant d'éléments nouveaux.

Mademoiselle Anne-Marie Piuz, professeur à l'Université de Genève (*Note sur l'industrie des indiennes à Genève au XVIII^e siècle*), relève l'insuffisance de l'appareil statistique helvétique avant de retracer les étapes mouvementées de ce cas «d'industrialisation manquée» comparé à d'autres précédents genevois. De ces «échecs» ressort la certitude que le capitalisme commercial n'est pas nécessairement à l'origine du capitalisme industriel. Les éléments d'explication et les hypothèses soulevés par quelques faits nouveaux, fraîchement extraits de fonds d'archives, donnent lieu à une discussion nourrie qui projette le cas genevois dans le contexte européen.

Le professeur Pierre Vilar, de la Sorbonne (*La Catalogne industrielle, réflexions sur un démarrage et sur un destin*), rappelle que la Catalogne du XIX^e siècle, cette «petite Angleterre», est l'exception industrielle de l'Espagne sous-développée. Après une rapide synthèse du développement économique global du XVIII^e siècle, l'auteur prend un à un les différents facteurs de la croissance de l'industrie cotonnière et termine sa communication par une analyse de la complexité des crises des années 1793 à 1820.

Le Doyen Jacques Godechot, de l'Université de Toulouse (*L'industrialisation en Europe à l'époque révolutionnaire*), précise brièvement quelques points de l'état de l'industrialisation en Europe à la veille de la Révolution. Il tire les grandes lignes du cas de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Europe continentale en cherchant à démontrer que les séquelles de la Révolution ne furent pas si néfastes que le pense M. Maurice Lévy-Leboyer, le grand absent de ce colloque, qui parle de «catastrophe nationale».

Dans l'éventail des nations et des régions étudiées, commençons par les aspects généraux.

Le professeur M. M. Postan, de l'Université de Cambridge (*L'expérience de l'industrialisation européenne et les problèmes actuels des pays sous-développés*), dénombre d'abord les principaux facteurs du caractère unique de l'expérience britannique. Il insiste sur la spécificité de chaque «cas» national actuel face aux différentes alternatives possibles de développement offertes par de nouveaux modèles économiques comme celui de l'URSS que plusieurs pays cherchent à implanter chez eux avec des succès variables.

Le professeur Jean Bouvier, de l'Université de Paris-Vincennes (*Rapports entre systèmes bancaires et entreprises industrielles dans la croissance européenne au XIX^e siècle*), esquisse une hypothèse explicative des divers types

de relations entre la banque et l'industrie, dont l'histoire ne se répète jamais sous les mêmes formes d'un pays à l'autre. Quelle que soit la situation historique nationale, le système bancaire n'a jamais été le «*deus ex machina*» de la croissance, comme certains s'efforcent à le démontrer, il n'en est qu'une des conditions nécessaires. Quelques réflexions relatives à la problématique marxiste du «*capital financier*» et à la réalité actuelle des «*groupes*» que l'étude des archives d'entreprises pourrait enrichir, mettent un terme à cette communication suivie de plusieurs interventions avisées.

La délégation britannique comptait six représentants, dont quatre se penchèrent sur l'Angleterre.

Le professeur J. R. Harris, de l'Université de Birmingham (*Trends in the Industrialisation of Merseyside 1750-1850*), brosse un tableau vivant et richement documenté de toutes les industries qui firent de Liverpool et de ses environs un foyer industriel et commercial. Il souligne le rôle majeur de l'évolution des transports, du canal au chemin de fer, qui modifia la répartition géographique de ces industries en diminuant l'influence de la ville sur son arrière-pays.

Le professeur R. M. Hartwell, de l'Université d'Oxford (*The Tertiary Sector in the English Economy during the Industrial Revolution*), envisage le phénomène de la Révolution industrielle en fonction des modifications structurelles qui l'accompagnent en insistant sur le rôle des «*services*». La première difficulté apparaît dans la conceptualisation de ce secteur, la seconde dans la mesure de sa productivité. Quatre aspects essentiels: capital social additionnel (transports, gouvernement, bureaucratie, professions libérales), services d'intermédiaires (professions commerciales, bancaires, juridiques, etc.), services culturels et «*domestic service*» sont analysés. L'étude de leur influence ouvre un champ nouveau à la recherche historique qui sait se nourrir de l'apport des sciences auxiliaires.

Le professeur Peter Mathias, de l'Université d'Oxford (*British Industrialisation: unique or not?*), s'attaque à une question controversée en sortant des cadres abstraits pour montrer que toute histoire nationale de l'industrialisation est unique et se distingue ainsi de toutes les autres. L'auteur reproche aux essais d'histoire comparative une certaine absence de bases méthodologiques fondamentales. Il introduit la discussion de ce thème en esquisant la multiplicité des variables et des facteurs d'interprétation propres à chaque cas.

Le professeur Arthur H. John, de la London School of Economics and Political Science (*The industrial development of South Wales in the 19th century*), retrace l'essor d'une région originellement rurale qui connaît un vaste transfert des activités agricoles vers les activités industrielles, grâce à d'importantes ressources minières. A la croissance rapide, due aux guerres de la Révolution et de l'Empire, qui se maintient durant la première moitié du XIX^e siècle, succède, dès 1860, une période de reclassement qui transforme radicalement les structures industrielles et la physionomie de la région.

Les Français étaient de loin les plus nombreux. Le professeur André Armengaud, de l'Université de Toulouse (*Industrialisation et démographie dans la France du XIX^e siècle*), décrit les conséquences de l'industrialisation sur les conditions d'existence de la population, les répartitions professionnelle, géographique et la place de la main-d'œuvre étrangère. Rappelant les controverses actuelles, il dénombre les incertitudes d'un sujet qui attend l'apport de monographies locales, seules capables de préciser certains points. Se félicitant des travaux les plus récents, il espère que la France va combler son retard dans ce domaine qui concerne les rapports de l'économie et de la population au XIX^e siècle.

Le professeur François Caron, de l'Université de Dijon (*Recherches sur le capital des voies de communication en France au XIX^e siècle – en particulier le capital ferroviaire*), s'est fixé un triple but :

- Quels secteurs furent principalement intéressés par l'investissement ferroviaire et quel fut le poids de ces commandes dans l'activité générale de ces secteurs en France avant la Première Guerre Mondiale ?
- Analyser l'évolution de la structure du capital ferroviaire.
- Quelle fut l'évolution du rendement du capital comparé à celui de la main-d'œuvre ?

S'inscrivant contre la tendance actuelle, l'auteur choisit la méthode des valeurs pour répondre à son objectif. Pour la sidérurgie et l'industrie du bois, les commandes ferroviaires eurent un rôle prépondérant. Par leur régularité et leur volume, elles permettaient de compter sur des économies d'échelle, par leur nature, elles forçaient à innover. F. Caron mesure quantitativement l'impact de l'investissement ferroviaire sur le développement de certains secteurs industriels français ; en outre, il met en évidence le rôle du capital et de sa rotation rapide permettant certain parallélisme avec les exploitations industrielles. La spécificité des technologies propres aux chemins de fer ont influencé la typologie industrielle de nombreux secteurs. La qualité et le nombre des tableaux et graphiques enrichissent encore cet exposé bien structuré qui déboucha sur une discussion nourrie.

Le professeur Pierre Chaunu, de la Sorbonne (*Les enquêtes du Centre de Recherches d'Histoire Quantitative de Caen : Réflexions sur l'échec industriel de la Normandie*), commence par définir la méthode choisie et cite les derniers travaux en cours. Préconisant une « histoire administrative sérielle », nouvelle science auxiliaire de l'histoire quantitative, P. Chaunu décrit les principales difficultés de cette géographie administrative et de sa transcription cartographique. La démographie n'est pas délaissée, puisqu'elle semblerait en partie « renouvelée » par ces approches originales (p. 289/90). L'échec normand est analysé à travers de nombreuses hypothèses et des interprétations variées, mais il semble ressortir que la structure agricole n'est pas étrangère à cette « désindustrialisation ». Aux nombreuses questions qui lui sont posées, l'auteur répond en abordant les frontières de l'histoire et de la philosophie.

Mademoiselle Adeline Daumard, professeur à l'Université d'Amiens (*L'évolution des structures sociales en France à l'époque de l'industrialisation, 1815-1914*), dont la communication a déjà été publiée par la *Revue historique* (502, 1972, p. 325-346), limite son exposé aux sociétés urbaines. Se basant sur le mouvement des successions, elle analyse l'influence de l'industrialisation sur l'évolution des positions individuelles, l'incidence sur les fortunes et les biens, ainsi que l'évolution du contenu et de la condition des diverses catégories sociales. Les fluctuations de l'annuité successorale dénotent un enrichissement des Français, mais la répartition des biens et la hiérarchie économique restent à peu près constantes. Rien ne permet de conclure à l'aggravation des écarts sociaux durant cette période et moins encore à une paupérisation des masses. D'intéressantes remarques méthodologiques apparaissent dans la discussion.

Michel Laferrère, professeur à l'Université de Lyon-II (*Le rôle de la chimie dans l'industrialisation de Lyon au XIX^e siècle*), fait un bref historique de l'industrie chimique, fille du textile. L'influence de la soierie se marque dans l'orientation de plusieurs secteurs qui s'adaptent à ces exigences nouvelles et particulières. Essentiellement minérale, la chimie lyonnaise se concentre dans la ville et ses environs directs pour profiter des voies de transport. Cette localisation d'une activité réputée dangereuse et insalubre provoqua des réactions dans la population sans entraver le développement des usines.

Henri Morsel, de l'Université de Grenoble (*Les industries électrotechniques dans les Alpes françaises du Nord de 1869 à 1921*) relate la conquête de l'hydroélectricité par l'industrie en brossant un tableau nuancé de l'implantation et du développement des entreprises alpines, douées d'une vitalité exceptionnelle. Il met l'accent sur l'entreprise, sa forme, son financement, son organisation et son encadrement. La production, les bénéfices et la « productivité » sont analysés avec soin et illustrés par plusieurs graphiques et tableaux. Les transformations régionales et humaines, qui découlent de ce « réveil » des zones alpines, forment les signes distinctifs de ce que l'auteur appelle le « second temps de la Révolution industrielle ». Les différents facteurs de cette évolution des Alpes françaises ressortent clairement des quatre cartes (p. 584-587).

Les pays germaniques avaient envoyé trois représentants qui entourèrent le professeur Bernard Michel, de l'Université de Poitiers (*Les banques et l'industrialisation dans l'Empire des Habsbourg au XIX^e siècle*) lequel constate que les banquiers autrichiens ne commencent à investir dans l'industrie qu'à l'extrême fin du XIX^e siècle. C'est la propriété privée familiale qui est à la base du financement de l'industrie. Mais tout change après 1898, quand les emprunts d'Etat ne donnent plus de profits élevés et que prend fin l'ère des chemins de fer privés. A peine touché par la crise de 1900, le nombre des sociétés anonymes se multiplie et les banques entrent dans le circuit. Leurs participations croissantes rendent les banques maîtresses des industries

qu'elles groupent en cartels pour réduire les risques et assurer la stabilité des profits.

Le professeur Wolfgang Köllmann, de l'Université de Bochum (*Demographische «Konsequenzen» der Industrialisierung in Preussen*), relève les caractères particuliers de la Prusse. Chaque région qui compose cet Etat a connu des degrés différents d'industrialisation. Les centres de gravité de la population se déplacèrent peu à peu vers les provinces les plus industrialisées. De nombreux tableaux donnent les détails des migrations et de l'émigration de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Le professeur Wolfram Fischer, de l'Université libre de Berlin (*«Stadien und Typen» der Industrialisierung in Deutschland zum Problem ihrer regionalen Differenzierungen*), base son exposé sur l'exemple de la Saxe et de la Rhénanie-Westphalie en expliquant les facteurs du démarrage. Cette étude souligne l'importance de ne pas se limiter à des moyennes régionales, si l'on veut retrouver et expliquer les causes et les formes de l'industrialisation. L'Allemagne du siècle passé présente ainsi toute une série de typologies régionales, dont l'ensemble est à l'origine de l'évolution dite «nationale» qui apparaît comme une abstraction.

Le professeur Wolfgang Zorn, de l'Université de Munich (*L'industrialisation de l'Allemagne du Sud au XIX^e siècle*), met en doute la valeur des «modèles globaux», bâtis pour l'ensemble du «Bismarckreich» de 1870 et préfère construire des «modèles régionaux», concernant la Bavière, le Wurtemberg, la Bade et la Hesse-Darmstadt. Chaque région fait l'objet d'une analyse sectorielle précise, illustrée par des cartes, et W. Zorn conclut en débouchant sur les relations internes de l'économie allemande.

L'Espagne est encore l'objet de deux communications après celle de P. Vilar, le Professeur Jordi Nadal (*Industrialisation et désindustrialisation du Sud-Est espagnol 1820-1890*), présente cet épisode court et brillant d'industrialisation méridionale avant les échecs de la seconde moitié du XIX^e siècle, dûs en partie aux ponctions de l'Etat, qui freinèrent toute possibilité de développement, et à l'intervention faite mal à propos de capitaux étrangers. Une fois de plus, l'importance des typologies régionales est opposée aux dangers de toujours considérer les économies nationales comme des totalités.

Le professeur Valentin Vasquez de Prada, de l'Université de Navarre (*El proceso de industrialización en España siglo XIX*), esquisse les particularités du cas hispanique, dont le développement économique fut largement conditionné par le type de l'évolution institutionnelle. Les premiers signes du développement industriel apparaissent dans les années 1840-1854, les deux secteurs traditionnels, industrie cotonnière et sidérurgie, sont au centre du mouvement. Dans le second temps, 1854-1866, l'expansion ferroviaire fut le grand moteur de l'industrialisation; puis, entre les années 1874 à 1898 se produit le boom de la Restauration. Une notice bibliographique de dix rubriques suit l'exposé.

L'équipe belge, dirigée par le professeur Pierre Lebrun, apporte une importante contribution: *L'industrialisation en Belgique au XIX^e siècle. Première approche et premiers résultats*. Les termes d'industrialisation et de Révolution industrielle font enfin l'objet d'un essai de définition. Une analyse quantitative de la production industrielle, du commerce extérieur belge, du rôle de l'Etat et des influences de la démographie sur l'industrialisation tendent à démontrer, avec force tableaux et graphiques, que la Belgique a connu une «révolution industrielle précoce, rapide et parfaite». Le processus de modification des structures s'est manifesté d'une façon progressive par des substitutions lentes, évitant les ruptures.

La communication résumée du professeur Luigi Bulferetti, de l'Université de Gênes (*Le déclin de l'influence des sources énergétiques sur les implantations industrielles dans l'Italie du XIX^e siècle*), attribue aux forces démographiques, aux voies maritimes et surtout terrestres, ainsi qu'à des raisons dites sentimentales (la famille Agnelli chérissait Turin) les causes de nouvelles typologies d'implantation industrielle.

Le professeur Paul Guichonnet, de l'Université de Genève (*Vers de nouvelles formes d'industrialisation: le type alpin, l'expérience italienne*), déplore l'absence de travaux généraux récents consacrés à l'histoire industrielle du Piémont. L'origine et le développement des industries de la laine, du coton et de la métallurgie sont présentés brièvement. L'avènement tardif de la houille blanche durant l'ère giolittienne (1900-1910) ne suscite pas le développement industriel de ces vallées frontalières, et l'énergie produite ravitaille la plaine.

La Russie est le domaine de Madame Olga Crisp, professeur à la «School of Slavonic and East European Studies» de Londres (*The Pattern of Russia's Industrialisation up to 1914*), qui tire les grandes lignes de la typologie russe en se basant sur une documentation abondante et récente. La construction des chemins de fer, les capitaux étrangers et la technologie des pays voisins ont joué un rôle prépondérant dans cette expansion économique favorisée par de puissantes mesures gouvernementales dans les deux dernières décennies du XIX^e siècle. La particularité du cas russe apporte des compléments originaux à cet essai de cartographie et de typologie industrielles de l'Europe.

Le professeur Karl-Gustaf Hildebrand, de l'Université d'Uppsala (*Les traits caractéristiques de l'industrialisation des pays scandinaves et de la Finlande au XIX^e siècle*), rappelle que le développement économique du Nord fut beaucoup plus tardif. Le «Take Off» se place après 1870, et la croissance est rapide jusqu'en 1910. L'influence décisive est venue du dehors. Le manque de capitaux constitua l'une des difficultés les plus sérieuses. Le système bancaire joua un rôle marquant dans le développement continu de l'industrialisation scandinave et finnoise.

Madame Béatrice Veyrassat-Herren, de l'Université de Genève (*Les centres de gravité de l'industrialisation en Suisse au XIX^e siècle - aspects géogra-*

phiques et sectoriels – le rôle du coton), souligne la difficulté majeure qui consiste à traiter une information hétérogène propre aux structures décentralisées d'un pays dont l'«unification» date de 1848. A l'aide de plusieurs graphiques et tableaux, l'auteur présente les structures helvétiques de la production industrielle en esquissant leur cartographie. Non seulement pour le coton, mais surtout pour l'ensemble de l'industrie, le rôle moteur du commerce et l'habileté des négociants, installés sur les marchés les plus éloignés, apparaissent, avec les bas salaires, comme les facteurs prépondérants de l'industrialisation, dont les deux moments essentiels sont la première décennie du XIX^e siècle et les années 1830–1840. L'extension progressive des opérations mécaniques à tous les domaines de l'industrie cotonnière marque le déclin de cette industrie à la fin du XIX^e siècle. L'appareil technique de cet exposé si nuancé apporte une foule de précisions.

Le professeur Rondo Cameron, de l'Université Emory à Atlanta (*Pourquoi l'industrialisation européenne fut-elle si inégale?*) soumet quelques éléments d'explication de ce retard subi par certains pays. En prenant des exemples dans l'histoire économique de la Suède et de l'Espagne, il s'arrête sur deux éléments essentiels: l'étendue des marchés et les niveaux d'instruction et d'éducation.

En tirant les *conclusions du Colloque*, M. Pierre Léon revient sur l'idée que l'unité typologique est constituée par la «Région» au sens parfois large, voire même très large du terme. Ainsi se dégagent plusieurs «modèles» dont chacun a sa «personnalité» propre: le modèle occidental ou classique, le modèle colonial (Europe orientale et Europe du Sud) et le modèle alpin (p. 595).

M. François Crouzet, professeur à la Sorbonne (*En guise de Post-face*), conclut que le classement des types d'industrialisation ne peut plus se faire selon des divisions purement nationales: «Il faut tenter de penser l'histoire économique de l'Europe – et notamment la typologie régionale de l'industrialisation – à une échelle vraiment européenne, sans trop se soucier des frontières politiques, dont les effets, à une époque de circulation libre des hommes, des marchandises et des capitaux, comme l'a été le XIX^e siècle, ne doivent pas être surestimés» (p. 601).

Le manque d'un cadre théorique et le peu d'importance apporté à la précision des définitions seraient les seules critiques soulevées par certains participants de ce colloque, dont les résultats publiés avec tant de soin forment un excellent aperçu des nouvelles directions de recherches consacrées au phénomène de l'industrialisation européenne.

Cully

François Jequier